



Ciência & Saúde Coletiva

ISSN: 1413-8123

cecilia@claves.fiocruz.br

Associação Brasileira de Pós-Graduação
em Saúde Coletiva

Brasil

Thébaud-Mony, Annie
Mondialisation et mouvements "altermondialistes": contribution au débat
Ciência & Saúde Coletiva, vol. 8, núm. 4, 2003, pp. 869-872
Associação Brasileira de Pós-Graduação em Saúde Coletiva
Rio de Janeiro, Brasil

Disponible en: <http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=63042998008>

- ▶ Comment citer
- ▶ Numéro complet
- ▶ Plus d'informations de cet article
- ▶ Site Web du journal dans redalyc.org


Système d'Information Scientifique
Réseau de revues scientifiques de l'Amérique latine, les Caraïbes, l'Espagne et le Portugal
Projet académique sans but lucratif, développé sous l'initiative pour l'accès ouverte

liza sobre os princípios orientadores e mobilizadores dos movimentos sociais atuais que denotam o estágio de compreensão das principais frentes de luta locais e internacionais na construção de uma sociedade verdadeiramente democrática. Concordo também com a avaliação de Amin, adotada pelos autores, sobre as expressões atuais da “nova fase de luta social”, mas me parece excessivamente otimista a conclusão dos autores de que esteja “surgindo um novo super-poder global”, pelo fato de que venha crescendo nos movimentos sociais a *capacidade e força para propor alternativas de paz, desenvolvimento e democracia em todo o mundo*. A meu ver, sobre esse último ponto, a questão central reside como desafio à capacidade dos movimentos sociais apresentarem estratégias e táticas que redundem na transformação do papel do Estado e em formas de alinhamento e integração regional frente ao esgotamento do modelo neoliberal e às imposições dos grandes globalizadores.

Referências bibliográficas

- Araújo AMC 2001. Globalização e trabalho: uma resenha da literatura. *BIB-Revista Brasileira de Informação Bibliográfica em Ciências Sociais* 52:5-44.
- Arquilla J & Ronfeldt D 2001. *Networks and netwars. The future of terror. Crime and militancy*. Rand Corporation, Califórnia.
- Brecher J, Costello T & Smith B 2000. *Globalization from below: the power of solidarity*. South End Press, Massachusetts.
- Fiori JL 1997. *Os moedeiros falsos*. Editora Vozes, Petrópolis.
- Held D & McGrew A 2001. *Prós e contras da globalização*. Jorge Zahar Ed., Rio de Janeiro.
- Klein N 2002. Farewell to “the end of history.” *Socialist register*, 1-14. Monthly Review Press, Nova York.
- Santos M 2000. *Por uma outra globalização: do pensamento único à consciência universal*. Record, Rio de Janeiro.
- Therborn G 1999. Dimensões da globalização e a dinâmica das (des)igualdades, pp. 63-95. In Gentili P (org.). *Globalização excluente*. Editora Vozes, Petrópolis.

Mondialisation et mouvements

“altermondialistes”: contribution au débat

Globalização e movimentos

“altermondialistas”: contribuição ao debate

*Annie Thébaud-Mony*¹

Dans leur article, C. E. Siqueira; H. Castro & T. Araújo présentent une revue bibliographique très complète d'analyses critiques de la *globalização* néolibérale et de ses effets sanitaires et sociaux. Ils explorent aussi de façon approfondie l'émergence d'une contestation mondiale de cette *globalização* à travers un foisonnement d'initiatives et de luttes visant à résister à cette forme nouvelle de l'impérialisme. En particulier, ils font apparaître une dimension très importante de ces “nouveaux mouvements sociaux”, à savoir l'organisation en “réseau” et le recours aux formes modernes de communication, en particulier internet.

En cohérence avec l'analyse proposée par les auteurs, ce commentaire reviendra sur ce double processus historique de la fin du XXe et du début du XXIe siècle: la *globalização* (en français: *mondialisation*) et les contre-pouvoirs qui tentent de s'organiser non seulement pour résister à la destruction sociale mais aussi pour élaborer des alternatives opposant la légitimité des droits fondamentaux à la domination par le “marché”.

Les contradictions de la *globalização corporativa neoliberal*

Dans la première partie de leur article, les auteurs montrent la construction de ce qui est bien plus que l'unification du champ économique à l'échelle mondiale, à savoir une nouvelle forme de l'impérialisme capitaliste américain fondé sur un système idéologique qui consacre la légitimité de la “dolarisation” de l'économie, la réduction du rôle de l'état national dans les choix politiques et sociaux de développement et l'internationalisation de l'économie de chaque pays au profit de la “communauté” des actionnaires des plus grandes multinationales mondiales.

¹ Sociologue, Directrice de recherche, InsermE341, CESP-Université Paris-13.

Cette analyse rejoint celle de P. Bourdieu (2002). Au cours d'une conférence donnée à l'université Keisen, à Tokyo, le 3 octobre 2000, il insistait notamment sur le double sens de la *globalização*. Dans son sens descriptif la *globalização* désigne l'unification du marché mondial. Dans son sens prescriptif elle est une politique économique visant l'élimination de toutes les régulations nationales considérées comme un obstacle à l'expansion des entreprises multinationales. P. Bourdieu met en évidence comment ce nouveau visage politique de la domination est "l'universalisation des caractéristiques particulières d'une économie immergée dans une histoire et une structure sociale particulière, celles de la société américaine [...] modèle qui se trouve institué à la fois en destin inévitable et en projet politique de libération universelle" (Bourdieu, 2001). Il insiste aussi sur les avantages compétitifs permettant aux Etats-Unis d'imposer au monde leur propre modèle (avantages financiers, économiques, culturels et linguistiques, et enfin symboliques).

Dans la mise en application de cette politique, le travail et les règles qui le régissent occupent une place centrale. Or le droit du travail et de la protection sociale connaît une histoire bien différente aux Etats-Unis et en Europe. Les Etats-Unis n'ont jamais connu l'Etat-providence, à savoir un "bien-être social" fondé sur la solidarité et garanti par l'Etat-nation. En revanche, c'est l'Etat-providence qui a permis en Europe l'émergence de formes durables de sécurité économique et de protection sociale pour presque toutes les catégories sociales (les travailleurs migrants en ayant été cependant le plus souvent exclus de manière plus ou moins explicite selon les pays). En effet, même si les inégalités sociales sont une des caractéristiques des sociétés industrielles du "vieux continent", l'Etat-providence a été, en Europe, le garant d'une certaine redistribution effective de la richesse et surtout l'instauration de normes du travail incluant des garanties sociales durables attachées au contrat de travail. Au nom de la *globalização*, sous couvert de compétitivité des entreprises européennes et sous la pression des plus puissantes d'entre elles, les Etats-nation de l'Union Européenne ont accepté de renoncer aux acquis de plus d'un siècle d'histoire sociale pour s'inscrire dans le "modèle" américain: chômage, érosion des droits à la santé, à la retraite, à un revenu décent...

Un choix politique d'organisation du travail est au cœur de la destruction de l'Etat-

providence. Il s'agit de la généralisation des relations de sous-traitance – ce que les brésiliens appellent la *terceirização* (Druck, 1999) – qui a entraîné en Europe une remise en cause très profonde des droits des travailleurs en matière de salaire, de protection sociale et de négociation. Divisant les travailleurs entre eux, elle a érodé les capacités de mobilisation du salariat européen également fragilisé par le recours massif au travail temporaire (Thébaud-Mony, 1993, 2000).

La contradiction majeure de la *globalização* néolibérale est celle-ci: "aujourd'hui, l'Europe est un continent en voie de sous-développement". De la Suède à l'Espagne, de l'Angleterre à la Grèce, les inégalités se creusent, la misère s'étend, les infrastructures routières, ferroviaires, urbaines s'usent, la pollution atmosphérique rend une ville comme Paris irrespirable, des centaines de milliers de friches industrielles polluantes constituent une menace permanente pour la santé des populations... Pendant ce temps, Coca-Cola, Mac-Donald et Microsoft règnent comme autant de symboles du modèle américain de production et de consommation que la *globalização* a universalisé.

Les "nouveaux mouvements sociaux": force et fragilité

Les nouveaux mouvements sociaux qui se développent en contestation de cette *globalização* sont bien ce que disent les auteurs de l'article: souvent développés en réseau, pauvres en moyens mais utilisant internet pour déclencher d'un bout à l'autre de la planète des actions en faveur de la justice, de la santé, de la citoyenneté. A l'heure où le Forum Social Européen se réunit à Paris du 12 au 15 novembre 2003, "pour une Europe des droits dans un monde sans guerre", l'expansion de tels mouvements amène à réfléchir à ce qui fait leur force et leur fragilité. L'exemple du réseau international Ban Asbestos permettra ce regard critique (Website: www.lkaz.demon.co.uk).

Le mouvement des victimes de l'amiante pour l'interdiction de ce matériau a commencé dans les années 80 dans les pays d'Europe du nord, puis à la fin des années 90 en Italie, en France et en Grande Bretagne, jusqu'à la directive d'interdiction de l'amiante à l'échelle de l'Union Européenne en 1999. En 1994 lors d'un séminaire international réuni à São Paulo, le réseau international Ban Asbestos s'est donné pour objectif l'interdiction mondiale de

l'amiante (Giannasi, 2002). Dans le cadre de ce réseau, le développement des échanges et la diffusion des informations par internet ont rendu possibles l'organisation et la réalisation du Congrès Mondial de l'Amiante à Osasco, lieu symbolique de la genèse de la lutte contre l'amiante au Brésil et première commune de ce pays à prendre une décision d'interdiction en décembre 2000. Ce congrès a rassemblé des représentants du mouvement associatif de lutte contre l'amiante, du mouvement syndical et des scientifiques de trente six pays différents.

Le réseau international Ban Asbestos tire sa force de deux types de coopération. La première concerne le partage des connaissances issues de l'expérience des victimes et de celle des scientifiques indépendants de l'industrie, conduisant, par exemple, à dégager de nouvelles priorités de recherche en fonction des besoins des victimes. La toxicité de l'amiante n'est plus à démontrer. Le mouvement Ban Asbestos dénonce le gaspillage de moyens accordés par les états et la recherche publique à des recherches centrés sur cet unique objectif. Des structures de vigilance sanitaire pour l'accompagnement médical des exposés à l'amiante, une recherche clinique permettant l'amélioration des conditions médicales et sociales de prise en charge des malades, l'évaluation des systèmes d'indemnisation sont quelques uns des thèmes prioritaires ayant émergé des débats entre victimes, scientifiques et professionnels de la santé présents à Osasco et mobilisés pour le développement d'une recherche scientifique orientée par les besoins des malades et de la prévention.

Le second type de coopération est le partage d'expériences entre les collectifs de victimes ou de soutien aux victimes des différents pays participant au réseau. Dans ce partage, les nations dominant le système économique mondial n'ont pas de leçon à donner: les USA ont pratiquement cessé d'utiliser l'amiante mais ne l'ont pas interdit; le Canada se pose toujours comme défenseur de la lutte des industriels pour le maintien du marché mondial de l'amiante. Les luttes qui se développent au Brésil, en Inde, au Pérou ou en Afrique du Sud sont exemplaires pour les victimes et militants du Québec qui, tout récemment, ont créé une association des victimes de l'amiante.

Le réseau international Ban Asbestos permet la socialisation des actions menées dans les différents pays, notamment devant la justice. La légitimité des stratégies de "double-standard" et l'impunité des industriels responsables

de la maladie et de la mort de millions de victimes dans le monde sont radicalement mises en cause devant les tribunaux. Les avocats de milliers de mineurs sud-africains ont ainsi plaidé à Londres contre la firme multinationale Cape Asbestos qui exploitait les mines d'amiante en Afrique du Sud. Ils ont obtenu gain de cause devant les tribunaux anglais (Meeran, 2003). Il s'agit de la reconnaissance par la justice de la légitimité des droits défendus par les victimes de l'amiante, quel que soit leur pays d'origine, contre la légitimité à tuer d'une entreprise occidentale, quelle que soit sa puissance.

Une certaine fragilité des mouvements altermondialistes persiste cependant. Les partis politiques traditionnellement de gauche et le mouvement syndical sont lents à prendre la mesure des changements nécessaires, résistant au caractère subversif de ces mouvements. Jusqu'à présent, les questions de santé au travail sont le plus souvent prisonnières de la contradiction entre emploi et santé, entraînant une certaine crainte syndicale face à la radicalité d'une mesure telle que l'interdiction totale de l'amiante. Le rêve socialiste et syndical demeure de réconcilier santé des travailleurs et productivité. Les mouvements sociaux contre la *globalização* refusent de continuer la fuite en avant générée par ce rêve auxquels partis et syndicats traditionnels adhèrent toujours.

Conclusion

Historiquement, la transformation sociale a toujours émergé de mouvements de résistance aux formes établies de la domination. Seattle... Porto Alegre... mais aussi ces multiples réseaux tissant leur toile autour de la planète sont autant de raisons d'espérer qu'un autre monde devienne possible.

Références bibliographiques

- Asbestos War 2003. *International Journal of Occupational Medicine*, Special Issue, vol. 9 nº 3, July/September.
- Bourdieu P 2002. Unifier pour mieux dominer. *Contre-feux 2. Raisons d'agir*, Paris.
- Druck MG 1999. *Terceirização: (des)fordizando a fábrica*. Editempo Editorial, Salvador.
- Giannasi F 2002. A construção de contrapoderes no Brasil na luta contra o amiante: a globalização por baixo. *Revista de Direitos Difusos. Direito ambiental do trabalho*. IBAP-Instituto Brasileiro de Advocacia Pública, ano III, vol. 15.
- Meeran R 2003. Cape PLC: South African Mineworkers' Quest for Justice. *International Journal of Occupational Medicine*, Special Issue, vol. 9 nº 3, July/September.

- Thébaud-Mony A 1993. Terceirização e saúde. *Cadernos do CRH*, nº 26.
- Thébaud-Mony A 2000. Trabalho e saúde na nova ordem econômica mundial, pp. 169-180. In L Scavone & LE Batista (eds.). *Pesquisas de gênero: entre o público e o privado*. Edição Cultura Acadêmica – UNESP, Araquara.

Os autores respondem

The authors reply

Globalização e movimentos sociais: novos elementos para a discussão

Globalization and social movements: new elements for discussion

Em primeiro lugar gostaríamos de agradecer aos debatedores do nosso artigo, que o enriquecem com suas pertinentes observações e críticas. Trataremos de respondê-las sem pretender discutir todos os temas abordados, porque réplica de tal magnitude demandaria maior espaço e, talvez, até um outro artigo.

Os comentários de Heleno Rodrigues Corrêa Filho e Guilherme Franco Netto resumem vários dos principais conceitos e questões aprofundadas no artigo e apresentam suas visões sobre os aspectos que consideram mais importantes. Consideramos que ambos apontam de forma clara e sucinta as principais idéias que, no nosso entender, merecem debate contínuo e aprofundado entre profissionais da área de saúde pública no início deste novo milênio.

Os comentários feitos por Lilian Magalhães, Paulo Pena e Annie Thébaud-Mony adicionam importantes contribuições ao debate, proporcionando redimensionamento das questões abordadas e construção de novos olhares. No comentário intitulado “Enfrentando a globalização: construindo o novo, muito além dos protestos”, Lilian suscita relevante reflexão sobre o caráter da estruturação atual de uma nova ordem social. A perspectiva apontada pela autora recupera a dimensão de **processo**, ressaltando que, no momento atual, encontram-se em disputa muitos e variados interesses, seja na esfera de antagonismo extremo (como entre os grupos que defendem e os que combatem o neoliberalismo), seja no âmbito de confluência de interesses (como no caso dos movimentos sociais de enfrentamento ao neoliberalismo).

Consideramos que esses processos constituem, de fato, espaços de conflitos, por um lado, e espaços de coesão por outro. Nesse sentido, processos mais amplos ainda estariam por serem definidos e consolidados; ou na perspectiva de fortalecimento da apreensão das diferenças a partir de um sistema ancorado na sua desqualificação (operando na perspectiva da massificação de comportamentos e valores), ou na direção de afirmação das diferenças como elemento estruturador das relações sociais planetárias, fundado na diversidade e na dimensão humanizante das relações.

Os aspectos trazidos à discussão nos permitem pensar as possibilidades postas e resgatam o papel dinâmico da ação coletiva como impulsionadora da realidade social. Ao mesmo tempo, trazem um importante alerta sobre os limites que os movimentos de enfrentamento e resistência ao neoliberalismo podem ensejar. A conformação social que a história humana desenvolveu ao longo dos anos, especialmente sob a égide do capitalismo, estruturou amplo processo de segregação social, racial, sexual e religiosa. Portanto, o movimento de resistência ao neoliberalismo, embora tenha sido capaz de incorporar múltiplos atores, deve também estar atento para a diversidade em seu interior, fortalecendo um contínuo movimento de reflexão sobre esses aspectos.

No comentário “Por um agenda global para movimentos sociais” é discutida uma outra vertente dos problemas enfocados: os poderes paralelos, como aquele gerado pelo processo de expansão do narcotráfico. Os aspectos trazidos à discussão são desenvolvidos a partir do conceito de exclusão social (ou de desfiliação social, como propõe Castells), revigorado pela reestruturação dos processos produtivos e a constituição do chamado “desemprego estrutural em massa”. A avaliação dessa situação, de fato, é de grande importância para a compreensão da conformação social atual do Brasil, contexto no qual o autor focalizou sua análise. A “guerra social” referida revela os efeitos perversos da nova organização das relações econômicas, culturais e sociais, que faz emergir estruturas paralelas de poder. A reflexão sobre essa “nova” e crescente parcela de excluídos, sem dúvida, representa novo desafio, para o qual também se fará necessária a busca de formas alternativas de enfrentamento.

No comentário “Globalização e movimentos “altermondialistas”: contribuição ao debate,” Annie introduz duas importantes questões.